



**SOCOTEC**

AGENCE d'ANNECY  
Parc d'Activités du Levray  
16, route de Nanfray  
74960 CRAN GEVRIER  
Tél. 04 50 52 21 34  
Fax 04 50 52 14 51  
Cconstruction.annecy@socotec.fr

**Ville de RUMILLY**  
**Gymnase de Monéry**  
**74150 – RUMILLY**

**P G C**

**Plan Général de Coordination  
en matière de  
Sécurité et de Protection de la Santé**



MAITRE D'OUVRAGE	MAITRE D'ŒUVRE	COORDONNATEUR SPS
Ville de RUMILLY	ATELIER GUYARD	Bernard ROYER

INDICE	DATE	Dossier N° YW5992	OBSERVATIONS/MODIFICATIONS
0 – Phase DCE	28/01/2008	13860/08/486	

## SOMMAIRE

<b>1.</b>	<b>RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF INTERESSANT LE CHANTIER .....</b>	<b>4</b>
<b>2.</b>	<b>SUJETIONS LIEES A LA CONFIGURATION ET AUX CARACTERISTIQUES DU SITE</b>	<b>4</b>
2.1.	CONFIGURATION DU SITE/PHASAGE .....	4
2.2.	CARACTERISTIQUES DU SOL.....	4
2.3.	RESEAUX EXISTANTS AERIENS ET/OU ENTERRES .....	4
2.4.	OUVRAGES EXISTANTS/ PRESENCE DE MATERIAUX DANGEREUX ( AMIANTE / PLOMB ) .....	4
2.5.	ACTIVITES D'EXPLOITATION A L'INTERIEUR DU SITE.....	5
2.6.	ACTIVITES D'EXPLOITATION A PROXIMITE DU SITE .....	5
<b>3.</b>	<b>MESURES D'ORGANISATION ET DE COORDINATION.....</b>	<b>6</b>
3.1.	ACCES AU CHANTIER.....	6
3.1.1.	CLOTURE DE CHANTIER.....	6
3.1.2.	MESURES D'IDENTIFICATION.....	6
3.2.	MESURES RELATIVES A LA PLANIFICATION.....	7
3.3.	CIRCULATIONS HORIZONTALES ET VERTICALES .....	7
3.3.1.	CIRCULATIONS DES VEHICULES.....	7
3.3.2.	CIRCULATIONS DES PIETONS .....	8
3.3.2.1.	<i>Circulations horizontales</i> .....	8
3.3.2.2.	<i>Circulations verticales</i> .....	8
3.4.	NETTOYAGE ET EVACUATION DES DECHETS .....	8
3.4.1.	ORGANISATION DU NETTOYAGE .....	8
3.4.2.	ACHEMINEMENT ET CENTRALISATION.....	8
3.4.3.	EVACUATION .....	8
3.4.4.	MATIERES DANGEREUSES .....	9
3.5.	STOCKAGE ET ENTREPOSAGE.....	9
3.6.	MANUTENTIONS ET APPROVISIONNEMENTS.....	9
3.6.1.	MOYENS COMMUNS .....	9
3.7.	MOYENS DE MANUTENTION PROPRES AUX ENTREPRISES.....	12
3.8.	RESEAUX DE DISTRIBUTION ENERGETIQUE.....	12
3.8.1.	INSTALLATIONS ELECTRIQUES .....	12
3.8.2.	INSTALLATION DE DISTRIBUTION .....	13
3.8.3.	INSTALLATIONS D'ECLAIRAGE .....	13
3.8.4.	AUTRES RESEAUX .....	13
3.8.4.1.	<i>Alimentation et évacuation d'eau</i> .....	13
3.9.	UTILISATION DE PRODUITS DANGEREUX .....	13
3.10.	SECURITE INCENDIE .....	14

<b>3.11. MESURES DE COORDINATION SPECIFIQUES .....</b>	<b>14</b>
3.11.1. TRAVAUX DE TERRASSEMENTS ET DE VRD .....	14
3.11.2. TRAVAUX DE FONDATIONS .....	15
3.11.3. TRAVAUX EN RIVE DE PLANCHER .....	15
3.11.4. PROTECTIONS COLLECTIVES .....	15
3.11.5. PROTECTION DES TREMIES ET GAINES TECHNIQUES .....	16
3.11.6. TRAVAUX EN FAÇADE .....	16
3.11.7. TRAVAUX DE CHARPENTE / COUVERTURE / ZINGUERIE .....	17
3.11.8. MISE EN ŒUVRE DES PROTECTIONS DEFINITIVES .....	17
<b>4. MESURES GENERALES DE SALUBRITE .....</b>	<b>18</b>
<b>4.1. VRD PRIMAIRES .....</b>	<b>18</b>
4.1.1. ACCES .....	18
4.1.2. ALIMENTATION EN EAU .....	18
4.1.3. ALIMENTATION EN ELECTRICITE .....	18
4.1.4. RACCORDEMENT POUR LES EAUX USEES .....	18
<b>4.2. CANTONNEMENTS .....</b>	<b>18</b>
4.2.1. MODALITES D'ORGANISATION .....	18
4.2.2. EFFECTIF DE DIMENSIONNEMENT .....	18
4.2.3. IMPLANTATION .....	19
4.2.4. DEFINITION DES INSTALLATIONS .....	19
4.2.4.1. Vestiaires .....	19
4.2.4.2. Réfectoire .....	19
<b>5. ORGANISATION DES SECOURS .....</b>	<b>20</b>
<b>5.1. MOYENS D'ALERTE .....</b>	<b>20</b>
<b>5.2. MOYENS DE SECOURS .....</b>	<b>20</b>
5.2.1. SAUVETEURS SECOURISTES DU TRAVAIL .....	20
5.2.2. MATERIEL DE SECOURS .....	20
<b>6. MODALITES DE COOPERATION ENTRE INTERVENANTS .....</b>	<b>21</b>
<b>6.1. CONCERTATION ET INFORMATION ENTRE LES ENTREPRISES .....</b>	<b>21</b>
6.1.1. PPSPS .....	21
6.1.2. ROLE ET CONTENU DU P.P.S.P.S .....	21
6.1.3. INSPECTION COMMUNE .....	21
6.1.4. DIFFUSION DES DOCUMENTS .....	21
<b>7. ANNEXES AU PGC .....</b>	<b>23</b>
<b>7.1. ANNEXE 1 LISTE DES INTERVENANTS .....</b>	<b>24</b>
<b>7.2. ANNEXE 2 AFFICHETTE « EN CAS D'ACCIDENT » .....</b>	<b>26</b>
<b>7.3. ANNEXE 3 CANEVAS DESTINE A L'ELABORATION DU PLAN PARTICULIER DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE (P.P.S.P.S. ) .....</b>	<b>27</b>

## **1. RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF INTERESSANT LE CHANTIER**

Conformément au 1° de l'article R.238-22 du Code du Travail, la liste des entreprises titulaires, cotraitantes et sous-traitantes devant intervenir, ainsi que, respectivement, les effectifs prévisionnels de leurs travailleurs appelés à intervenir sur le chantier sont portés et tenus à jour au titre du Plan Général de Coordination.

Afin d'en rendre l'accès plus aisé, cette liste fait l'objet de l'Annexe 1 du présent PGC.

« Le plan général de coordination est complété et adapté en fonction de l'évolution du chantier et de la durée effective à consacrer aux différents types de travaux ou phases de travail » art. 238-23 code du travail.

## **2. SUJETIONS LIEES A LA CONFIGURATION ET AUX CARACTERISTIQUES DU SITE**

### **2.1. CONFIGURATION DU SITE/PHASAGE**

Les travaux envisagés consistent à la construction d'un gymnase.

Les travaux sont à réaliser en une seule tranche suivant un phasage établi en fonction du planning général et dans le respect du délai global contractuel prenant en compte des incidences et contraintes constructives.

### **2.2. CARACTERISTIQUES DU SOL**

Le maître d'œuvre définira dans ses pièces écrites les dispositions retenues pour pallier aux risques dus à l'instabilité des talus. Le maître d'ouvrage confiera à un bureau d'études de sol une mission sur site portant sur la stabilité des talus en phase provisoire de chantier. ( voir rapport SOL ETUDE du 27 juin 2006 joint au CCTP )

### **2.3. RESEAUX EXISTANTS AERIENS ET/OU ENTERRES**

Réseau existant : **Voie SNCF à proximité du terrain.**

Tout chef d'établissement ou tout travailleur indépendant qui se propose d'effectuer des travaux au voisinage d'une ligne doit s'informer auprès de l'exploitant de la valeur des tensions de cette ligne, afin de pouvoir s'assurer qu'au cours de l'exécution des travaux le personnel ne sera pas susceptible de s'approcher lui-même ou d'approcher les outils, appareils ou engins qu'il utilisera ou une partie quelconque des matériels et matériaux qu'il manutentionnera, à une distance dangereuse des pièces conductrices nues normalement sous tension, et notamment à une distance inférieure à :

- **trois mètres** pour les lignes ou installations dont la plus grande des tensions est inférieure à 50 000 V.
- **Cinq mètres** pour les lignes ou installations dont la plus grande des tensions est égale ou supérieure à 50 000V.

Il doit être tenu compte, pour déterminer les distances minimales qu'il convient de respecter par rapport aux pièces conductrices nues normalement sous tension, d'une part, de tous les mouvements possibles des pièces conductrices nues sous tension de la ligne, canalisation ou installation électrique, d'autre part, de tous les mouvements, déplacements, balancements, fouettements ( notamment en cas de rupture éventuelle d'un organe ) ou chutes possibles des engins utilisés pour les travaux envisagés.

Tout travaux de fouilles ou terrassements seront précédés **des déclarations d'intention de commencement de travaux aux concessionnaires ( DICT )**

Les entreprises attributaires des lots concernés fourniront, avant tout démarrage, les récépissés des DICT au coordonnateur.

### **2.4. OUVRAGES EXISTANTS/ PRESENCE DE MATERIAUX DANGEREUX ( AMIANTE / PLOMB )**

Sur l'emprise parcellaire, travaux de débroussaillage et dépose d'équipements divers prévus avant les travaux de terrassement.

Pas de matériaux dangereux à notre connaissance.

## **OBLIGATION DES MAITRES D'OUVRAGES ET ENTREPRISES :**

**Avant tout commencement de travaux de démolition, les entreprises sont tenues, dans le cadre de la protection des travailleurs, de s'assurer de la présence d'amiante et de plomb dans tous les matériaux.**

Les chefs d'entreprises auront à évaluer les risques liés à l'éventuelle présence d'amiante et de plomb par une analyse de tout matériau suspect.

### **2.5. ACTIVITES D'EXPLOITATION A L'INTERIEUR DU SITE**

Ouvrage à réaliser dans un milieu péri-urbain.

### **2.6. ACTIVITES D'EXPLOITATION A PROXIMITE DU SITE**

Pas d'activité à proximité.

### 3. MESURES D'ORGANISATION ET DE COORDINATION

Conformément aux 2° et 3° de l'article R.238-22 du Code du Travail, ce chapitre précise les mesures d'organisation générale du chantier arrêtées par le Maître d'Oeuvre, en concertation avec le Coordonnateur, ainsi que les mesures de coordination SPS prises par le Coordonnateur et les sujétions qui en découlent.

Les colonnes non renseignées le seront après la constitution de la commission du compte prorata et approbation de son règlement.

MO : Maître d'ouvrage MOE : Maître d'œuvre PI : Pilote ou entreprise générale SPS : Coordonnateur SPS	EG : entreprise générale EC : entreprise concernée GO : gros oeuvre Elec : électricien Plom : plombier	TI : titulaire du lot concerné x réalisation et charge différentes détaillées dans le texte CP : Compte Prorata	Défini par	Réalisé et à la charge de
<b>3.1. ACCES AU CHANTIER</b>				
<b>3.1.1. CLOTURE DE CHANTIER</b>				
<b>Lors des visites des personnes autorisées ne faisant pas partie du personnel habituel du chantier, les entreprises prendront toutes les dispositions pour assurer la sécurité des personnes qui ne peuvent mesurer tous les risques du chantier.</b>			SPS	GO
L'entreprise de gros-oeuvre aura à sa charge la mise en place et l'entretien de la signalisation relative à la sécurité du chantier. Cette signalisation sera établie avec le Maître d'Oeuvre et le Coordonnateur. Elle évoluera au fur et à mesure des besoins et concernera en particulier les domaines suivants :			SPS	GO
ä - indication des limites de chantier, tout particulièrement au droit des accès des riverains ä - signalisation de danger sur le chantier ä - balisage des aires de sécurité ä - panneaux de consignes obligatoires ä - signalisation routière de sécurité pour les accès au chantier.			SPS	GO
<b>En périphérie de la propriété, il sera réalisée une clôture métallique modulaire type HERAS</b> ( liaison des grilles par étrier boulonné du fabricant). Le chantier sera fermé par un portail fermant à clé. Gestion des clefs à charge du lot gros oeuvre.			SPS	GO
<b>3.1.2. MESURES D'IDENTIFICATION</b>				
Le gardiennage n'est pas prévu dans le cadre de cette opération (sauf dispositions que les entreprises choisiraient de prendre à leur charge et sous leur responsabilité.)				
En conséquence, le chantier devra être maintenu clos pendant toute la durée des travaux. En dehors des heures d'entrée ou de sortie du personnel et des périodes de livraisons, l'accès devra être maintenu fermé vis à vis de l'extérieur.				
Il est de la responsabilité de chaque entreprise, sous l'autorité de l'entreprise de gros-oeuvre, de gérer et de contrôler les accès de chantier de son personnel, de ses prestataires de service et de ses livraisons. A cet effet, chaque entreprise désignera une personne responsable de la gestion de son personnel.			SPS	GO

MO : Maître d'ouvrage MOE : Maître d'œuvre PI : Pilote ou entreprise générale SPS : Coordonnateur SPS	EG : entreprise générale EC : entreprise concernée GO : gros oeuvre Elec : électricien Plom : plombier	TI : titulaire du lot concerné x réalisation et charge différentes détaillées dans le texte CP : Compte Prorata	Défini par	Réalisé et à la charge de
<p><b>Chaque intervenant sur le chantier devra pouvoir être identifiable afin que seul le personnel autorisé puisse accéder au chantier.</b></p> <p>L'ensemble du personnel affecté au chantier est dans l'obligation de porter un casque de sécurité ou un vêtement de travail ou un badge, avec le logo de l'entreprise dont elle fait partie, ou pour laquelle elle exécute sa prestation.</p> <p><b>3.2. MESURES RELATIVES A LA PLANIFICATION</b></p> <p>Le plan de phasage des travaux devra permettre de respecter les principes généraux de prévention définis à l'article L.230.2 II du code du travail et faciliter l'organisation du chantier et la coordination entre les différents intervenants sur le chantier.</p> <p>Le Maître d'Ouvrage se réserve le droit de demander une modification de ce phasage, si des contraintes ultérieures venaient à rendre indispensable la réalisation des travaux dans un ordre différent.</p> <p>Dans ce cas, la Maîtrise d'Oeuvre devra adapter son phasage de manière à ce qu'il réponde à ces contraintes, tout en garantissant un niveau de sécurité équivalent au phasage initial</p> <p>Le calendrier général des travaux est annexé au dossier de consultation. <u>Délai global : 12 mois.</u></p> <p><b>Le remblaiement des bâtiments se fera au fur et à mesure de l'avancement des travaux ( dès la fin des dalles de plancher sur structures porteuses ) et les réseaux VRD seront exécutés au plus tôt afin d'augmenter les aires de stockages, réduire le risque de chute de hauteur et de livrer un terrain compacté et échafaudable.</b></p> <p><b>3.3. CIRCULATIONS HORIZONTALES ET VERTICALES</b></p> <p><b>3.3.1. CIRCULATIONS DES VEHICULES</b></p> <p>Les circulations piétonnes seront différenciées des zones d'évolution des engins et véhicules.</p> <p>Les zones de circulation menant aux bâtiments devront être maintenues dégagées de tous matériaux et matériels.</p> <p>L'entrée dans les bâtiments seront aménagés de manière à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>à protéger les salariés contre tous risques de chute d'objet au droit de la façade,</li> <li>à permettre l'évolution des chariots, brouettes et transpalettes, par mise en place de rampes compensant les dénivelés éventuels</li> </ul> <p>L'entretien de ces installations sera prévu.</p> <p>Les camions de livraison devront, pendant toute la durée de l'opération, effectuer leur livraisons à l'intérieur de l'enceinte du chantier.</p> <p><b>L'entreprise de gros œuvre précisera dans son P.I.C ( Plan d'Installation de Chantier) la circulation des véhicules.</b></p> <p>Une attention particulière sera portée sur la signalétique d'accès et de sortie de chantier en bordure de l'avenue de la gare et sur la route nationale.</p>			SPS	EC
			SPS	GO
			SPS	GO
			SPS	GO
			SPS	GO

GO



MO : Maître d'ouvrage MOE : Maître d'œuvre PI : Pilote ou entreprise générale SPS : Coordonnateur SPS	EG : entreprise générale EC : entreprise concernée GO : gros oeuvre Elec : électricien Plom : plombier	TI : titulaire du lot concerné x réalisation et charge différentes détaillées dans le texte CP : Compte Prorata	Défini par	Réalisé et à la charge de
<b>3.4.4. MATIERES DANGEREUSES</b>				
La possibilité d'aménager des magasins dans les bâtiments, à titre provisoire, est possible après accord du Maître d'oeuvre et du coordonnateur.			MOE	EC
Les aménagements des magasins et la remise en état des locaux dans lesquels ils sont créés sont à la charge de l'entreprise qui les installe.			SPS	EC
Le stockage de produits dangereux dans les locaux en sous-sol n'est pas autorisé. Les magasins renfermant des produits volatils devront être ventilés.			SPS	EC
Chaque entreprise identifiera son magasin sur la porte de celui ci.				
Chaque entreprise assurera la mise en place des moyens de lutte contre le feu dans chaque local de stockage ou magasin.				
<b>3.5. STOCKAGE ET ENTREPOSAGE</b>				
La configuration définitive des zones de stockage sera étudié sur proposition de l'entreprise ( PPSPS) par le maître d'œuvre et le coordonnateur. Les aménagements nécessaires à la réalisation de ces aires et la libération des aires utilisées seront à la charge de l'entreprise utilisatrice.			SPS	EC
<b>3.6. MANUTENTIONS ET APPROVISIONNEMENTS</b>				
<b>3.6.1. MOYENS COMMUNS</b>				
Préalablement à l'intervention, l'entreprise précisera dans son PPSPS le plan d'implantation des éventuels appareils de levage qui lui seraient spécifiques et de ses zones de stockage, ainsi que les besoins particuliers d'approvisionnement et d'évacuation nécessitant l'utilisation des moyens de levage communs. Ces informations seront complétées par un planning prévisionnel de ces manutentions.			SPS	GO
L'entreprise de gros-oeuvre mettra en oeuvre une grue ( ou plusieurs )desservant l'ensemble de l'opération selon les dispositions définies ci-après : <b>Préalablement au montage, l'entreprise devra établir un examen d'adéquation.</b> L'assise de la grue fera l'objet, en rapport à son mode de pose, d'une vérification par un organisme agréé (rapport de sol pour un appareil pose et lesté, rapport de structure pour un appareil mis en place sur longrine, blochet ou élément scellé dans un massif béton).			SPS	GO
<b>Si nécessaire la grue sera équipée d'un anémomètre et d'un système d'interférence afin d'interdire le survol des propriétés mitoyennes, etc. .</b> <b>Cet équipement sera vérifié par un organisme agréé avant toute mise en service. Le rapport de vérification sera déposé au bureau de chantier.</b>				
L'entreprise devra prévoir les appaoux de levage adaptés aux charges à lever et aux manutentions à effectuer.			SPS	EC
Les charges devront être dotées de point d'élingage adaptés à leur poids et à leur résistance. Ces points seront signalés par une marque de couleur.			SPS	EC
Les opérations de levage se feront sous la direction d'un chef de manoeuvre désigné au sein de l'entreprise utilisatrice.			SPS	EC

Si deux ou plusieurs équipements servant au levage de charges non guidées sont installés ou montés sur un lieu de travail de telle façon que leurs champs d'action se recouvrent, **des mesures doivent être prises pour éviter les collisions entre les charges ou avec des éléments des équipements de travail eux-mêmes.**

MO : Maître d'ouvrage MOE : Maître d'œuvre PI : Pilote ou entreprise générale SPS : Coordonnateur SPS	EG : entreprise générale EC : entreprise concernée GO : gros oeuvre Elec : électricien Plom : plombier	TI : titulaire du lot concerné x réalisation et charge différentes détaillées dans le texte CP : Compte Prorata	Défini par	Réalisé et à la charge de
<p>Pendant l'emploi d'un équipement de travail mobile servant au levage de charges non guidées, des mesures doivent être prises pour éviter son basculement, son renversement, son déplacement et son glissement inopinés.</p> <p>Le poste de manoeuvre d'un appareil de levage doit être disposé de telle façon que le conducteur puisse suivre des yeux les manoeuvres effectuées par les éléments mobiles de l'appareil.</p> <p>Si le conducteur d'un équipement de levage ne peut observer le trajet entier de la charge, un chef de manoeuvre doit diriger le conducteur. Par ailleurs, des mesures d'organisation doivent être prises pour éviter des collisions susceptibles de mettre en danger des personnes.</p> <p>Lorsque le travailleur accroche ou décroche une charge à la main, les travaux doivent être organisés de manière telle que ces opérations puissent être effectuées en toute sécurité.</p> <p>Lorsqu'ils sont d'une hauteur sous crochet supérieure à 6 m, l'emploi à l'air libre d'équipements de travail servant au levage de charges non guidées doit cesser dès que la <b>dégradation des conditions météorologiques</b> est susceptible de compromettre la sécurité de leur fonctionnement et d'exposer toutes personnes à un risque. Dans ce cas, l'employeur doit disposer des moyens et des informations lui permettant d'avoir connaissance de l'évolution des conditions météorologiques. Des mesures de protection, destinées notamment à empêcher le renversement de l'équipement de travail, doivent être prises.</p> <p><b>La conduite des engins de levage est réservée aux travailleurs détenteurs d'un C.A.C.E.S. ( Certificat d'Aptitude de Conduite d'Engins de Sécurité).</b></p> <p>L'autorisation de conduite est établie et délivrée au travailleur par le chef d'établissement, sur la base d'une évaluation effectuée par ce dernier.  Cette évaluation, destinée à établir que le travailleur dispose de l'aptitude et de la capacité à conduire l'équipement pour lequel l'autorisation est envisagée, prend en compte les trois éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) un examen d'aptitude réalisé par le médecin du travail</li> <li>b) un contrôle des connaissances et savoir-faire de l'opérateur pour la conduite en sécurité de l'équipement de travail</li> <li>c) une connaissance des lieux et des instructions à respecter sur le ou les sites d'utilisation.</li> </ul> <p>Si les équipements servant au levage de charge sont installés à demeure, leur solidité et leur stabilité pendant l'emploi doivent être assurées compte tenu notamment des charges à lever et des contraintes induites aux points de suspension ou de fixation aux structures.</p> <p>Les appareils servant au levage de charges doivent porter une indication visible de la ou des charges maximales d'utilisation et, le cas échéant, une plaque de charge donnant la charge nominale pour chaque configuration de l'appareil.</p> <p>Les accessoires de levage doivent être marqués de façon à permettre d'en identifier les caractéristiques essentielles à une utilisation sûre.</p> <p>Les matériaux seront déposés sur les planchers de chaque niveau et immédiatement distribués sur le plateau.</p>			SPS	EC

MO : Maître d'ouvrage MOE : Maître d'œuvre PI : Pilote ou entreprise générale SPS : Coordonnateur SPS	EG : entreprise générale EC : entreprise concernée GO : gros oeuvre Elec : électricien Plom : plombier	TI : titulaire du lot concerné x réalisation et charge différentes détaillées dans le texte CP : Compte Prorata	Défini par	Réalisé et à la charge de
L'entreprise de gros-oeuvre assurera l'aménagement des plates-formes de réception (matérialisation et protection) et l'affichage systématique des charges admissibles.			SPS	Go
L'utilisation des moyens de levage de l'entreprise de gros-oeuvre se fera sous la responsabilité de l'entreprise utilisatrice et sous son autorité. Elle devra prévoir systématiquement les appareils de levage adaptés.			SPS	GO
Le lot gros-oeuvre conservera la responsabilité de la sécurité des appareils de levage.			SPS	GO
Les heures d'utilisation de l'appareil seront facturées aux entreprises.				
<b>3.7. MOYENS DE MANUTENTION PROPRES AUX ENTREPRISES</b>				
Les entreprises rechercheront une utilisation commune des appareils de levage ( grue du lot gros oeuvre) afin de limiter les risques d'interférences.			SPS	EC
L'attention des entreprises est attirée sur le fait qu'il convient de prendre les mesures nécessaires d'organisation afin de limiter au maximum le recours aux manutentions manuelles.				
Il appartient à chaque entreprise de définir les moyens nécessaires à la mécanisation des manutentions horizontales (chariot, transpalette, diable).				
Les manutentions verticales devront être organisées de façon à utiliser les moyens mis à disposition dans le cadre de l'organisation générale de chantier.				
Les entreprises devront, de façon hebdomadaire, au cours de la réunion de chantier, remettre leur planning de livraison et d'approvisionnement pour la semaine suivante.				
<b>L'introduction d'un engin mobile de levage sera soumis à la réalisation et à l'acceptation d'une étude d'interférences avec les autres moyens de levage.</b>			SPS	EC
La mise en place de recettes, treuils, consoles, etc., devra faire l'objet au préalable de la communication au coordonnateur, pour accord, d'un projet détaillé.				
<b>3.8. RESEAUX DE DISTRIBUTION ENERGETIQUE</b>				
<b>3.8.1. INSTALLATIONS ELECTRIQUES</b>				
L'entreprise de gros-oeuvre assurera l'alimentation et la réalisation du tableau général de chantier depuis le branchement électrique de chantier existant sur le réseau public EDF, ou depuis un nouveau branchement selon nécessité. Ce tableau devra prendre en compte les besoins de l'ensemble du chantier durant tout son déroulement			SPS	GO
Depuis ce tableau seront alimentées :				
a) l'installation nécessaire à l'alimentation des locaux cantonnements mis en place par l'entreprise de gros-oeuvre ;			SPS	GO
b) l'installation nécessaire aux moyens de levage et autres matériels de l'entreprise de gros-oeuvre, mis en place sous sa responsabilité et à sa charge ;			SPS	GO
c) l'installation électrique nécessaire aux besoins du chantier. Sont compris dans cette installation, les armoires et réseaux de distribution qui devront respecter notamment les prescriptions du Décret du 14 novembre 1988 et de la Norme NF C 15-100.			SPS	Elec
Des coffrets de distribution seront installés à tous les niveaux, y compris en sous sol				
d) l'installation d'éclairage des circulations			SPS	Elec

MO : Maître d'ouvrage MOE : Maître d'œuvre PI : Pilote ou entreprise générale SPS : Coordonnateur SPS	EG : entreprise générale EC : entreprise concernée GO : gros oeuvre Elec : électricien Plom : plombier	TI : titulaire du lot concerné x réalisation et charge différentes détaillées dans le texte CP : Compte Prorata	Défini par	Réalisé et à la charge de
<p>Les réparations, suite à dégradation, seront réalisées par l'entreprise d'électricité et à la charge de l'entreprise responsable de la dégradation si celle ci est connue ou au titre du compte prorata si celle ci est inconnue.</p> <p>La maintenance technique et le remaniement des installations seront réalisés par le lot électricité et à la charge de l'entreprise de gros-oeuvre pour les points a, b et à la charge du lot électricité pour les points c et d.</p> <p><b>3.8.2. INSTALLATION DE DISTRIBUTION</b></p> <p>Depuis l'armoire générale, l'entreprise d'électricité réalisera, en nombre suffisant, des départs permettant l'alimentation des matériels de chantier.</p> <p>Le nombre d'armoires prévues sera suffisant pour alimenter normalement l'ensemble des entreprises présentes sur le chantier. Leur implantation devra permettre, en tout point du bâtiment et de ses abords, de ne pas être éloigné de plus de 25 m de l'une d'entre elles : <b>1 coffret minimum tous les 25 ml.</b></p> <p>Les coffrets seront situés dans les gaines et solidement fixés.</p> <p>L'alimentation depuis les armoires de distribution jusqu'à l'appareillage de chantier sera à la charge de chaque entreprise. Les prolongateurs de raccordement utilisés en aval des coffrets de distribution devront, pour toutes les entreprises, être du type HO7 RNF et ne pas avoir une longueur supérieure à 25 m.</p> <p><b>3.8.3. INSTALLATIONS D'ECLAIRAGE</b></p> <p>Seront éclairés à 40 lux minimum :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>à les accès au chantier depuis la voie publique jusqu'au cantonnements</li> <li>à les cheminements et circulations intérieurs,</li> <li>à les escaliers,</li> <li>à les locaux borgnes.</li> </ul> <p>L'entreprise d'électricité réalisera l'éclairage des circulations verticales et horizontales en très basse tension de sécurité ( TBTS) 25 V ou en basse tension avec hublots classe II IP 44 IK08 protégés par disjoncteur différentiel 30 mA</p> <p>L'installation d'éclairage des locaux aveugles sera complétée par une installation d'éclairage de sécurité permettant l'évacuation sûre et facile du personnel en particulier depuis les escaliers, sous sol, zones aveugles, ... Installation et entretien à la charge de l'entreprise d'électricité</p> <p>L'éclairage correct des postes de travail est à la charge de chaque entreprise.</p> <p><b>3.8.4. AUTRES RESEAUX</b></p> <p><i>3.8.4.1. Alimentation et évacuation d'eau</i></p> <p>Réseau provisoire intérieure d'eau</p> <p><b>3.9. UTILISATION DE PRODUITS DANGEREUX</b></p> <p>A performance égale, l'emploi d'un produit ne présentant pas de danger pour la santé et la sécurité devra être privilégié.</p>			SPS	EC CP
			SPS	Elec
			SPS	Elec
			SPS	EC
			SPS	GO Elec Elec Elec
			SPS	Elec
			SPS	Elec
			SPS	EC
			SPS	Plom
			SPS	EC

MO : Maître d'ouvrage MOE : Maître d'œuvre PI : Pilote ou entreprise générale SPS : Coordonnateur SPS	EG : entreprise générale EC : entreprise concernée GO : gros œuvre Elec : électricien Plom : plombier	TI : titulaire du lot concerné x réalisation et charge différentes détaillées dans le texte CP : Compte Prorata	Défini par	Réalisé et à la charge de
Les travaux nécessitant le recours à des produits chimiques dangereux sont à proscrire dans la mesure du possible. Lorsque leur utilisation ne peut être évitée, ils ne seront mis en œuvre qu'avec les protections collectives (balisage de zone) et individuelles (masques, gants, etc.) adaptées à chaque cas. Les fiches de données de sécurité NFT 01 100 correspondantes seront déposées au bureau de chantier avant toute intervention avec produit chimique.			SPS	EC
Chaque entreprise utilisant des produits dangereux devra joindre à son PPSPS les fiches de sécurité desdits produits et mentionner les moyens de protection mis en œuvre			SPS	EC
Chaque entreprise utilisatrice de substance et de matière dangereuses fera son affaire de l'évacuation des emballages, produits souillés et autres éléments pollués suivant les indications du fabricant porté sur la fiche de données de sécurité			SPS	EC
<b>3.10. SECURITE INCENDIE</b>				
Chaque entreprise assurera, sur l'ensemble de ces postes de travail présentant des risques d'incendie, la fourniture des moyens de protection adaptés aux risques créés			SPS	EC
Les entreprises mettant en œuvre des produits inflammables devront procéder à une surveillance de l'ambiance de travail et mettre si nécessaire en place un dispositif de ventilation mécanique. Elles devront également signaler la zone de travail à risque.			SPS	EC
Il sera mis par ailleurs en place des extincteurs, à raison d'un appareil par 200 m² par niveau et par groupe de locaux spécifiques à chaque entreprise.			SPS	EC
De même, il sera mis en place des extincteurs à raison d'un appareil par 200 m², par niveau et par groupe de vestiaires et de réfectoires.			SPS	GO
<b>3.11. MESURES DE COORDINATION SPECIFIQUES</b>				
<b>3.11.1. TRAVAUX DE TERRASSEMENTS ET DE VRD</b>				
L'entreprise de terrassement établira un plan de terrassement mentionnant : à le modes opératoire d'ouverture du terrain à les pentes de talus à les positions des pieds et sommets de talus à les lieux de stockage des terres de remblais <b>Ce plan devra être approuvé par le maître d'œuvre, le coordonnateur , le bureau d'études de sol et le lot GO avant le début de l'intervention du terrassement.</b>			SPS	Terras
L'entreprise détaillera dans son offre les modalités d'exécution qu'elle envisage et les mesures de sécurité qu'elle mettra en œuvre dans une note de méthodologie, phase par phase en collaboration avec le maître d'œuvre, le géotechnicien et le coordonnateur sécurité			SPS	Terras
Elle veillera en particulier à détailler les modalités de : à accès des personnels en fond de fouille, à accès et évacuation des engins, à mesures prises pour limiter les nuisances dues aux moteurs, à mesures prises pour le maintien des fouilles, à circuit et moyens d'évacuation des déblais,				

MO : Maître d'ouvrage MOE : Maître d'œuvre PI : Pilote ou entreprise générale SPS : Coordonnateur SPS	EG : entreprise générale EC : entreprise concernée GO : gros oeuvre Elec : électricien Plom : plombier	TI : titulaire du lot concerné x réalisation et charge différentes détaillées dans le texte CP : Compte Prorata	Défini par	Réalisé et à la charge de
<p>Concernant les protections des talus, l'entreprise prendra des dispositions pour faire respecter les consignes suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>à mise en place des protections prévues par le BE de sol ( si prescrit )</li> <li>à mettre en place une protection collective rigide en tête de talus</li> <li>à empêcher le stockage de matériels ou de matériaux au delà de ces protections</li> </ul> <p><b>Fouilles en tranchées (rappel Art. 66 du Décret du 8 janvier 1965)</b></p> <p>Les fouilles en tranchées de plus de 1,30 m de profondeur et d'une largeur égale ou inférieure au deux tiers de la profondeur doivent, lorsque leurs parois sont verticales ou sensiblement verticales, être blindées, étrépillonnées ou étayées.</p> <p>Les parois des fouilles autres que celles qui sont visées à l'article précédent, doivent faire l'objet d'une protection en rives.</p> <p>Chaque entreprise assurera la protection de ses équipes avant la descente en fouille. Les protections collectives qui auront été déplacées momentanément par le besoin de l'exécution devront être rétablies à la fin de chaque intervention.</p>			SPS	Terras
<p><b>3.11.2. TRAVAUX DE FONDATIONS</b></p> <p>Avant de débiter ses travaux de fondations l'entreprise de gros oeuvre s'assurera de la conformité de la réalisation du terrassement au plan ainsi que de la mise en œuvre des protections contre les risques d'ensevelissement.</p> <p>L'entreprise mettra à disposition de toutes les entreprises présentes sur le site, la totalité des protections collectives.</p> <p>Sont considérés comme étant des protections collectives à charge du lot, exploitées en commun :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 1. Les protections autour des fouilles</li> <li>- 2. Les talutages ou blindages</li> <li>- 3. Les accès en fond de fouilles</li> <li>- 4. Les passerelles situées au-dessus des fouilles</li> </ul>			SPS	GO
<p><b>3.11.3. TRAVAUX EN RIVE DE PLANCHER</b></p> <p>Les travaux entrepris en rive de plancher ne pourront débiter qu'après avoir installé des garde-corps périphériques.</p> <p>Chaque entreprise entreprenant ces travaux sera tenue d' installer ces protections et de les entretenir pendant la totalité de la durée de son intervention.</p>			SPS	EC
<p><b>3.11.4. PROTECTIONS COLLECTIVES</b></p> <p>Le lot gros-oeuvre est chargé de la mise en place de l'entretien et de la maintenance des protections collectives du bâtiment et à leurs abords pendant toute la durée du chantier</p> <p>Elles seront réalisées avec des matériaux spécifiques. Les lisses horizontales seront réalisées soit par planche, épaisseur 4 cm, peintes en rouge sur deux faces, soit par tube métallique peints en rouge. Les montants verticaux seront du type pinces « Mag » solidement fixés à la tranche de dalle, les lisses horizontales seront bloquées dans les pinces.</p> <p>Le Maître d'Oeuvre, assisté du coordonnateur SPS, pourra, à la fin des travaux du lot gros-oeuvre, désigner une entreprise responsable de la maintenance de ces installations.</p>			SPS    MOE SPS	GO    EC

MO : Maître d'ouvrage MOE : Maître d'œuvre PI : Pilote ou entreprise générale SPS : Coordonnateur SPS	EG : entreprise générale EC : entreprise concernée GO : gros oeuvre Elec : électricien Plom : plombier	TI : titulaire du lot concerné x réalisation et charge différentes détaillées dans le texte CP : Compte Prorata	Défini par	Réalisé et à la charge de
<p>L'entreprise concernée mettra en fabrication, dès la fin du gros-oeuvre, les garde-corps définitifs afin de les poser au plus tôt.</p> <p>Les modifications de protections collectives ne peuvent se réaliser que dans des conditions sans risque de chute de hauteur, ou avec l'utilisation d'une protection individuelle.</p>			MOE SPS	EC
<p>3.11.5. PROTECTION DES TREMIES ET GAINES TECHNIQUES</p>				
<p>L'ensemble des trémies et réservations dont l'une des dimensions est supérieure à 0,80 m devra être protégé au moyen de garde-corps complets (lisse 1m, sous-lisse 0,45 m et plinthe 0,15 m).</p>			SPS	GO
<p>Pour les autres réservations, mise en place d'un treillis soudé maille 10 x 10 et d'un dispositif d'obturation arasant le plancher (platelage , polystyrène ...).</p>				
<p>La découpe du treillis et la modification du dispositif d'obturation sont à la charge de l'entreprise qui utilise la réservation.</p>			SPS	EC
<p>Les aciers en attente seront crossés ou protégés à leur extrémité. De même les éléments dangereux tels qu'extrémités d'étais, serre-joints, etc., seront protégés.</p>			SPS	GO
<p>Intervention d'une entreprise dans une zone protégée :</p>				
<p>à L'intervention de l'entreprise doit être accompagnée, à l'initiative de celle-ci, d'une réception des protections. Cette réception pourra venir en complément de la procédure décrite en IV.7.</p>			SPS	EC
<p>à Dans le cas exceptionnel où une entreprise devrait déplacer les protections collectives pour les besoins de ses travaux, elle devra les remplacer pendant ses interventions par un dispositif assurant une protection correcte pour l'ensemble des personnes qui interviennent sur le chantier.</p>			SPS	EC
<p>à Chaque entreprise devra à l'issue de ses interventions conserver ou rétablir, sur les lieux de son intervention, un degré de protection au moins équivalent à celui initialement mis en place.</p>			SPS	EC
<p>Les modifications de protections collectives ne peuvent se réaliser que dans des conditions sans risque de chute de hauteur, ou avec l'utilisation d'une protection individuelle.</p>				
<p>Le Maître d'oeuvre et le coordonnateur pourront en cas de manquement à la sécurité d'une entreprise demander à l'entreprise de gros-oeuvre de réaliser les travaux nécessaires à la remise en sécurité de la zone de travail de l'entreprise défaillante aux frais de cette dernière.</p>			MOE SPS	EC
<p>Dès que possible :</p>				
<p>à les réservations devront être rebouchées,</p>			SPS	GO
<p>à les éléments de protection définitifs devront être mis en place.</p>			SPS	EC
<p>3.11.6. TRAVAUX EN FAÇADE</p>				
<p><b>Les échafaudages devront être conformes aux spécifications du décret n° 2004-924 du 1<sup>er</sup> septembre 2004.</b></p>			SPS	EC
<p><b>Les échafaudages ne peuvent être montés, démontés ou sensiblement modifiés</b> que sous la direction d'une personne compétente et par des travailleurs qui ont reçu une formation adéquate et spécifique aux opérations envisagées.</p>				
<p>Les points d'ancrages seront réalisés selon les indications du constructeur et en fonction de la prise au vent (bâchage).</p>				



MO : Maître d'ouvrage MOE : Maître d'œuvre PI : Pilote ou entreprise générale SPS : Coordonnateur SPS	EG : entreprise générale EC : entreprise concernée GO : gros oeuvre Elec : électricien Plom : plombier	TI : titulaire du lot concerné x réalisation et charge différentes détaillées dans le texte CP : Compte Prorata	Défini par	Réalisé et à la charge de
<p>Conformément au décret sus mentionné ci dessus les entreprises utilisant un échafaudage commun devront procéder à un examen visuel avant d'en autoriser l'utilisation par ses salariés. Une convention écrite sera établi entre les entreprises.</p> <p>L'entreprise est fortement invitée à utiliser du matériel présentant les meilleures garanties de sécurité ; en particulier comportant des dispositions assurant les protections collectives à l'avancement.</p> <p><b>Ils comporteront des plateaux intermédiaires tous les 2 ml maximum, des moyens d'accès par échelles avec trappe ou par escalier avec garde-corps.</b></p> <p><b>3.11.7. TRAVAUX DE CHARPENTE / COUVERTURE / ZINGUERIE</b></p> <p>Afin d'éliminer les risques de superposition, l'ensemble des aires situées sous des postes de travail en élévation seront interdites d'accès au moyen d'un dispositif physique. Il sera procédé régulièrement à l'inventaire des zones d'intervention et de circulation ainsi qu'à leur coordination.</p> <p>L'entreprise de charpente mettra en œuvre les dispositifs réglementaires contre les risques de chutes de hauteur. ( voir décret n°2004-924 du 1<sup>er</sup> septembre 2004 )</p> <p>Sont considérés comme étant des protections collectives à charge du lot charpente-couverture, exploitées en commun :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Les filets de protection en périphérie des toitures</li> <li>2. Les filets de protection en sous-face de la couverture</li> <li>3. Les échafaudages d'accès aux sous-faces de passées</li> <li>4. L' accès compris les échelles</li> <li>5. Le cheminement sur toiture proprement dit</li> <li>6. Les garde-corps correspondants</li> <li>7. La protection de la zone de travail et des rives</li> <li>8. Les points d'ancrages nécessaires</li> <li>9. La protection au-dessus des entrées des bâtiments en cas de superposition avec d'autres corps d'état.</li> <li>10. La pose des descentes d'eau provisoires de manière à permettre de conserver des abords secs ( norme NF P 03.001 )</li> </ol>			SPS	EC
<p><b>3.11.8. MISE EN ŒUVRE DES PROTECTIONS DEFINITIVES</b></p> <p>La pose des garde-corps définitifs sera réalisée dès la mise hors d'eau du bâtiment.</p> <p>Les portes d'ascenseurs seront posées dès la mise hors d'eau du bâtiment.</p>			MOE SPS	EC

#### 4. MESURES GENERALES DE SALUBRITE

MOE : Maître d'œuvre PI : Pilote ou entreprise générale SPS : Coordonnateur SPS	EG : entreprise générale EC : entreprise concernée	TI : titulaire du lot concerné x réalisation et charge différentes détaillées dans le texte	Définies par	Réalisée et à la charge de
<b>4.1. VRD PRIMAIRES</b>				
4.1.1. ACCES				
<b>Conformément au dispositions du décret 94/1159 du 26/12/1994 section 7, les travaux de VRD primaires seront réalisés en début de chantier.</b>			SPS	MO
4.1.2. ALIMENTATION EN EAU				
Le raccordement se fera sur le compteur de chantier selon indication du plan de principe d'installation de chantier ( non défini au stade de la rédaction du PGC)			SPS	GO
4.1.3. ALIMENTATION EN ELECTRICITE				
Le raccordement se fera sur le compteur de chantier selon indication du plan de principe d'installation de chantier ( non défini au stade de la rédaction du PGC)			SPS	GO
4.1.4. RACCORDEMENT POUR LES EAUX USEES				
Raccordement provisoire sur égout public existant ( non défini au stade de la rédaction du PGC)			SPS	GO
<b>4.2. CANTONNEMENTS</b>				
4.2.1. MODALITES D'ORGANISATION				
L'entreprise de gros-œuvre mettra en place, pour l'ensemble des entreprises, les installations communes d'hygiène nécessaires aux besoins du chantier.			SPS	GO
Pour les locaux concernés, l'entreprise de gros-œuvre :			GO	CP
à réalisera le nettoyage quotidien de ces locaux et l'évacuation des ordures				
à mettra en place dans chaque local réservé au personnel des extincteurs portatifs en nombre suffisant				
à veillera à ce que la circulation entre ses vestiaires, réfectoires et les locaux sanitaires soit couverte et réalisera, le cas échéant, les travaux nécessaires				
à assurera pour chacun de ces locaux les branchements électriques depuis le tableau général et si nécessaires les raccordements sanitaires des réfectoires.				
En cas de manquement à ces dispositions, le Maître d'ouvrage se réserve la possibilité de les faire réaliser par une entreprise extérieure, aux frais de l'entreprise de gros-œuvre.			MO SPS	GO
4.2.2. EFFECTIF DE DIMENSIONNEMENT				
Ces installations seront dimensionnées de manière à respecter les quotas suivants :				
à 1 lavabo à eau chaude / eau froide réglable pour 10 personnes				
à 1 W-C à la turque et 1 urinoir (ou un W-C) pour 20 personnes				
à des douches en nombre suffisant				
L'entreprise de gros-œuvre assurera :				
à le nettoyage quotidien de ces locaux et circulations communes			SPS	GO
à la fourniture des consommables (savon, essuie-mains à usage unique, papier toilette) tant que nécessaire				CP

MOE : Maître d'œuvre PI : Pilote ou entreprise générale SPS : Coordonnateur SPS	EG : entreprise générale EC : entreprise concernée	TI : titulaire du lot concerné x réalisation et charge différentes détaillées dans le texte	Définies par	Réalisée et à la charge de
<p>à l'entretien / maintenance des installations.</p> <p><b>4.2.3. IMPLANTATION</b></p> <p>Suivant PIC de l'entreprise GO soumis à l'approbation du coordonnateur sécurité Les cantonnements seront situés à proximité de l'entrée du chantier</p> <p><b>4.2.4. DEFINITION DES INSTALLATIONS</b></p> <p><b>4.2.4.1. Vestiaires</b></p> <p>Ils devront être dimensionnés de manière à prévoir une surface de 1,25 m2 par salarié. Ils devront être équipés :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>à d'armoires individuelles ininflammables</li> <li>à de sièges en nombre suffisant</li> <li>à de moyens de chauffage</li> </ul> <p><b>4.2.4.2. Réfectoire</b></p> <p>Local obligatoire dès que les salariés prennent leur repas sur le chantier.</p> <p>Il devra être équipé :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>à de tables et de chaises en nombre suffisant</li> <li>à d'un chauffe gamelle, cuisinière ou micro-ondes avec consignes d'utilisation</li> <li>à Un robinet pour 10 usagers conseillé ( obligatoire dès que 25 salariés prennent leur repas.</li> <li>à Un réfrigérateur conseillé ( période estivale )</li> </ul>			SPS	GO
			SPS	EC
			SPS	

## 5. ORGANISATION DES SECOURS

MOE : Maître d'œuvre PI : Pilote ou entreprise générale SPS : Coordonnateur SPS	EG : entreprise générale EC : entreprise concernée	TI : titulaire du lot concerné x réalisation et charge différentes détaillées dans le texte	Définies par	Réalisée et à la charge de
<p><b>5.1. MOYENS D'ALERTE</b></p> <p>L'entreprise de gros-œuvre installera dès le début de l'opération, dans un lieu librement accessible à tous, un "Point Phone" à partir duquel il sera possible, sans carte ni pièce, d'appeler les moyens de secours extérieurs. Cet appareil devra clairement être signalé. A proximité immédiate de cet appareil devra figurer une fiche récapitulative des numéros d'appels des secours ainsi que les consignes à suivre en cas d'accident ( voir annexe 2).</p> <p style="text-align: center;"><b>LOCALISATION DU TELEPHONE DE SECOURS LOCAL REUNION DE CHANTIER</b></p> <p style="text-align: center;"><b><u>Téléphone pompiers: 18 (poste fixe) 112 (portable)</u></b></p> <p style="text-align: center;"><b>Moyen d'évacuation des blessés <u>Les pompiers sont seuls habilités à évacuer les blessés</u></b></p> <p>Les entreprises devront dans les 48 heures qui suivent tout accident du travail communiquer au coordonnateur le compte rendu des circonstances de l'accident.</p>			SPS	GO
<p><b>5.2. MOYENS DE SECOURS</b></p>				
<p><b>5.2.1. SAUVETEURS SECOURISTES DU TRAVAIL</b></p> <p>Chaque entreprise, conformément à la réglementation, devra dans ses équipes de travail, disposer de salariés Sauveteurs Secouristes du Travail formés ou recyclés depuis moins d'un an (1 pour 20).</p>			SPS	EC
<p><b>5.2.2. MATERIEL DE SECOURS</b></p> <p>Chaque entreprise devra disposer, à proximité des postes de travail, d'une trousse de premiers secours, et afficher les numéros de téléphone d'urgence et la procédure d'appel de secours</p>			SPS	EC

## 6. MODALITES DE COOPERATION ENTRE INTERVENANTS

MOE : Maître d'œuvre PI : Pilote ou entreprise générale SPS : Coordonnateur SPS	EG : entreprise générale EC : entreprise concernée	TI : titulaire du lot concerné x réalisation et charge différentes détaillées dans le texte	Définies par	Réalisée et à la charge de
<p><b>6.1. CONCERTATION ET INFORMATION ENTRE LES ENTREPRISES</b></p> <p><b>6.1.1. PPSPS</b></p> <p>Il est rappelé à tous les intervenants l'obligation d'établir et de transmettre un P.P.S.P.S, 30 jours avant leur arrivée sur le site. Les entreprises rédigeront leur PPSPS en suivant la trame en annexe :</p> <p>a) Dès qu'elles en ont connaissance, l'entreprise de gros-oeuvre et le cas échéant les entreprises titulaires de lots diffuseront au Coordonnateur sécurité santé les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>à les noms et adresses des entrepreneurs et sous-traitants,</li> <li>à la date approximative d'intervention de chaque sous-traitant,</li> <li>à l'effectif prévisible par entreprise des travailleurs affectés au chantier,</li> <li>à la durée prévue des travaux de chaque sous-traitant.</li> </ul> <p>b) Chaque entreprise réalisant des travaux (entreprise titulaire de lots et sous-traitants) doit rédiger un Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (P.P.S.P.S.) avant de démarrer toute intervention sur le chantier.</p> <p>Pour cela, elle dispose d'un mois à compter de la réception de son contrat signé pour élaborer le P.P.S.P.S. (délai ramené à huit jours pour les corps d'état de second oeuvre).</p> <p><b>6.1.2. ROLE ET CONTENU DU P.P.S.P.S</b></p> <p>Le P.P.S.P.S. remplace le Plan d'Hygiène et Sécurité tel que défini à l'article L 235. 3 du code du travail introduit par la loi 1106 du 6 décembre 1976 et aujourd'hui abrogé.</p> <p>Ce document doit pouvoir être utilisé par les intervenants sur le chantier pour prendre connaissance des consignes générales et particulières avant tout démarrage d'activité. Il se doit donc d'être simple et clair.</p> <p>Le P.P.S.P.S. devra comporter un certain nombre de chapitres dont nous dressons la liste dans un canevas type que nous joignons en annexe du présent plan général de coordination.</p> <p><b>6.1.3. INSPECTION COMMUNE</b></p> <p>Préalablement à toute intervention, chaque entreprise (entreprise titulaire de lot ou sous-traitant) procédera à une inspection commune du chantier avec le Coordonnateur sécurité en vue de préciser, en fonction des caractéristiques des travaux à réaliser, les consignes à observer.</p> <p>Cette inspection commune aura lieu avant diffusion définitive du P.P.S.P.S., de manière à intégrer éventuellement dans ce document, les consignes résultant de l'inspection.</p> <p><b>6.1.4. DIFFUSION DES DOCUMENTS</b></p> <p>La diffusion "définitive" du PPSPS aura lieu après la réunion d'inspection commune</p>				

MOE : Maître d'œuvre PI : Pilote ou entreprise générale SPS : Coordonnateur SPS	EG : entreprise générale EC : entreprise concernée	TI : titulaire du lot concerné x réalisation et charge différentes détaillées dans le texte	Définies par	Réalisée et à la charge de
<p>avec le Coordonnateur et aura, pour toutes entreprises, les destinataires suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>ä le Coordonnateur (en 1 exemplaires),</li> <li>ä la Médecine du travail de l'entreprise.</li> </ul> <p>Lot G.0 ou lot principal, ainsi que le lot appelé à exécuter des travaux présentant des risques particuliers (liste prévue à l'article L 235.6 du C.T) diffusera son document:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>ä au Coordonnateur (en 1 exemplaires),</li> <li>ä à l'Inspection du Travail,</li> <li>ä à la C.R.A.M,</li> <li>ä à l'O.P.B.T.P.,</li> <li>ä au CHSCT de l'entreprise (s'il existe).</li> </ul> <p>Un exemplaire est tenu sur le chantier.</p>				

## **7. ANNEXES AU PGC**

Le présent PGC comporte les annexes suivantes :

7.1 ANNEXE 1 : LISTE DES INTERVENANTS

7.2 ANNEXE 2 : AFFICHETTE "EN CAS D'ACCIDENT"

7.3 ANNEXE 3 : CANEVAS DESTINE A L'ELABORATIONS DU PLAN PARTICULIER DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE (P.P.S.S).

## 7.1. ANNEXE 1 LISTE DES INTERVENANTS

### LISTE DES INTERVENANTS

<b>INTERVENANTS (autres qu'entreprises)</b>				
<b>DESIGNATION</b>	<b>CORRESPONDANT</b>	<b>ADRESSE</b>	<b>TELEPHONE</b>	<b>TELECOPIE</b>
<b>Maître d'Ouvrage</b>	Ville de RUMILLY	Hôtel de ville – BP 100 74152 – RUMILLY CEDEX	04 50 64 69 20	04 50 64 69 21
<b>Maître d'Oeuvre</b>	Architecture P. GUYARD	520, route du Coin 74160 - COLLONGES	04 50 43 68 67	04 50 43 68 50
<b>Economiste</b>	Bureau Michel FORGUE	250, route de Charavines 38140 – Le Rivier d' Apprieu	04 76 65 19 34	04 76 65 12 52
<b>Ingénieur Structure BA</b>	BATISERF	11, Bld Paul Langevin 38600 - FONTAINE	04 76 24 83 80	04 76 24 40 86
<b>Ingénieur Fluides</b>	NICOLAS	181, chemin du Rafour 69572 - DARDILLY	04 78 66 65 90	04 78 33 09 91
<b>Acoustique</b>	Ingénierie Acoustique	180, route des Foutaies – PAE La Fillière 74370 - VILLAZ	04 50 51 05 00	04 50 02 50 36
<b>Géotechnicien</b>	Sol Etude	144, route des Vernes – BP 100 74371 - PRINGY	04 50 09 46 60	04 50 09 60 08
<b>Contrôle technique</b>	SOCOTEC	16, route de Nanfray 74960 - CRAN GEVRIER	04 50 52 21 34	04 50 52 14 51
<b>Coordonnateur SPS</b>	SOCOTEC	16, route de Nanfray 74960 - CRAN GEVRIER	04 50 52 21 34	04 50 52 14 51
Inspection du travail		48, avenue de la République 74960 CRAN GEVRIER	04 50 88 28 10	04 50 88 28 99
Caisse Régionale d'Assurance Maladie		21,avenue des Hirondelles LE CITADELE 74000 ANNECY	04 50 66 68 05	04 50 66 68 09
OPPBTP		16, rue Général Mangin 38100 GRENOBLE	04 76 46 92 68	04 76 85 32 16



**Liste des entreprises titulaires de lot retenues par le Maître d’Ouvrage et sous traitants déclarés par les titulaires de lot à la date du 28 janvier 2008. Non désignés à ce jour**

[illegible]**TOTAL DES ENTREPRISES CONNUES APPELEES A INTERVENIR : 0- Phase DCE**

## 7.2. ANNEXE 2 AFFICHETTE « EN CAS D'ACCIDENT »

### "EN CAS D'ACCIDENT"

#### PROCEDURE DE SECOURS

- à Faire cesser le risque.
- à Ne pas déplacer la victime, sauf en cas de nécessité absolue.
- à Protéger la victime.

#### AU TELEPHONE :

Décrocher, faire le numéro indiqué sur le tableau ci-dessous :

- à Je suis Monsieur...
- à De l'entreprise...
- à Nous avons un... (accident ou incendie)
- à Je suis au chantier : **Gymnase de RUMILLY, rue de l'industrie**
- à à :**74150 - RUMILLY** (préciser le lieu sur le chantier)
- à Nombre de blessés... (saignements, conscient ou inconscient, respire ou non...)
- à Nature de l'accident.

**Ne pas raccrocher le premier, attendre les questions des services de secours.**

#### POUR L'ARRIVEE DES SECOURS :

Indiquer le point de rencontre le plus proche.

Diriger les secours à partir du point de rencontre ou du lieu de rendez-vous fixé par le service de secours jusque sur le lieu de l'accident (une équipe dégage les accès avant l'arrivée des secours si besoin).

#### NUMEROS D'APPEL DES SECOURS :

#### **ATTENTION A PARTIR D'UN TELEPHONE PORTABLE N° UNIQUE :**

**112**

INCENDIE	POMPIERS	18
ACCIDENT CORPOREL	POMPIERS OU SAMU	18 15
ACCIDENT OU RISQUE POUR LE PUBLIC	POMPIERS + POLICE	18 + 17

### **7.3. ANNEXE 3 CANEVAS DESTINE A L'ELABORATION DU PLAN PARTICULIER DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE (P.P.S.P.S. )**

**Contenu suivant art. R 238-26 à 35 du Code du travail.**

## **1. RENSEIGNEMENTS GENERAUX**

### **1.1 Renseignements concernant l'opération**

- a) Désignation de l'opération.
- b) Adresse du chantier.
- c) Coordonnées des intervenants suivants :
  - Ü Maître d'Ouvrage
  - Ü le ou les Maîtres d'Oeuvre
  - Ü la société chargée de l'ordonnancement et du pilotage du chantier
  - Ü le coordonnateur sécurité en phase réalisation de l'opération

(Consulter le Plan Général de Coordination)

### **1.2 Renseignements concernant l'entreprise**

- a) Raison Sociale de l'entreprise.
- b) Coordonnées de l'entreprise.
- c) Nature du marché qui lui a été confié (entreprise générale, titulaire d'un lot pour un marché passé avec le Maître d'Ouvrage, sous-traitant d'une entreprise, etc...)
- d) Nature des travaux qui lui ont été confiés (description des travaux).
- e) Prévision des travaux que l'entreprise traite directement et de ceux qu'elle sous-traite et coordonnées de ses sous-traitants s'ils sont désignés.
- f) Durée d'exécution prévisible de ces travaux (continue ou fractionnée).
- g) Effectif prévisible du personnel de l'entreprise et évolution de cet effectif au cours du chantier (indiquer l'éventualité d'emploi de personnel intérimaire).
- h) Nom et qualité de la ou des personnes chargées de diriger l'exécution des travaux.
- i) Nom et qualité de la ou des personnes de l'entreprise chargées de la sécurité des salariés sur le chantier.
- j) Nom et statut de la (ou des) personne physique ou morale extérieure, que l'entreprise fait intervenir sous sa responsabilité sur le site. Description des travaux, effectif, date et durée prévisible de leurs interventions. (travaux à prendre en compte dans le chapitre 3).

### **1.3 Renseignements concernant les organismes officiels de prévention**

- a) Coordonnées de l'inspection du travail,
- b) Coordonnées du contrôleur du service prévention de la Caisse Régionale d'Assurance Maladie,
- c) Coordonnées du comité régional de l'O.P.P.B.T.P.,
- d) Coordonnées des autres organismes susceptibles de s'occuper de sécurité et de protection de la santé (médecine du travail ...).

(Consulter le Plan Général de Coordination)

## **2. RENSEIGNEMENTS CONCERNANT L'ORGANISATION DU CHANTIER**

### **2.1 Dispositions en matière de secours et d'évacuation des personnels de chantier**

- a) Consignes à observer pour assurer les premiers secours aux victimes d'accident ou aux malades (rappel des numéros de téléphone d'urgence et situation des postes accessibles)
- b) Nombre de secouristes du travail (formés ou recyclés depuis moins d'un an) de l'entreprise présents sur le chantier (préciser leur nom),
- c) Matériel médical existant sur le chantier.
- d) Dispositions prises pour assurer le transport des blessés dans un Hôpital et informer la direction de l'entreprise.

### **2.2 Mesures prises pour assurer l'hygiène des personnels de chantier**

- a) Description des installations mises à disposition du personnel (vestiaires, réfectoires, sanitaires, bureaux, etc...) conformément à la réglementation, et situation de ces installations sur le chantier (plan à joindre).
- b) Date de mise en service prévisible de ces installations
- c) Désignation et nature des produits que l'entreprise utilise pouvant influencer sur la sécurité et la santé des travailleurs.

### **2.3 Modalités d'accueil du personnel**

Ceci consiste notamment à présenter les chapitres 2 et 3 du PPSPS.

### **3. MESURES DE SECURITE APPLICABLES AUX INTERVENTIONS DE L'ENTREPRISE SUR LE CHANTIER**

#### **Mesures prises par l'entreprise pour:**

3.1 Prévenir les risques générés par les autres entreprises du chantier.

3.2 S'adapter aux contraintes liées à l'environnement du chantier (circulation, activités spécifiques avoisinant le chantier, etc...).

NOTA : Les points 3.1 et 3.2 ci-dessus peuvent être définis en consultant le P.G.C.S.P.S. et après l'inspection du chantier faite en commun avec le coordonnateur sécurité.

3.3 Prévenir les risques que l'entreprise génère de par son activité pour le reste des intervenants sur le chantier (description des travaux et des modes opératoires).

NOTA : L'entreprise se borne, ici, à faire une description détaillée des risques auxquels elle soumet les autres entreprises du chantier et pour lesquels elle ne peut, seule, mettre en place les mesures de prévention nécessaires pour y pallier.

3.4 Prévenir les risques encourus par ses salariés lors de l'exécution de ses propres travaux.

NOTA : Ce chapitre est destiné en priorité aux exécutants. Nous vous conseillons de le présenter sous forme de tableaux exposant en 4 colonnes :

- a) Description des travaux et modes opératoires.
- b) Risques prévisibles.
- c) Mesures de protection collective ou à défaut individuelle.
- d) Les conditions d'applications.

#### **IMPORTANT**

- a) L'analyse des éléments développés dans le chapitre 3 peut conduire à constater, en partie, une absence de risque. Dans ce cas, l'entreprise devra le mentionner expressément sur son P.P.S.P.S.
- b) Si l'entreprise ne peut appliquer toutes les mesures prévues dans le P.P.S.P.S., elle rédige un avenant au P.P.S.P.S. dans lequel elle indiquera les mesures d'une efficacité au moins équivalente qu'elle met en oeuvre pour compenser cette impossibilité.
- c) L'entreprise devra dans le choix de ses modes opératoires et des méthodes choisies, prendre en compte les principes de prévention retenus à l'article L 230.2 du Code du Travail, à savoir :
  - Eviter les risques,
  - Evaluer les risques qui ne peuvent être évités,
  - Combattre les risques à la source,
  - Adapter le travail à l'homme, en particulier en ce qui concerne la conception des postes de travail ainsi que le choix des équipements de travail et de production en vue, notamment de limiter le travail monotone et le travail cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé,

- Tenir compte de l'état d'évolution de la technique,
- Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou qui est moins dangereux,
- Planifier la prévention en y intégrant, dans un ensemble cohérent, la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants,
- Prendre des mesures de protection collective en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle,
- Donner les instructions appropriées aux travailleurs.

d) Le P.P.S.P.S. doit être signé par son rédacteur et porté à la connaissance du personnel d'exécution.

e) Le médecin du travail et le C.H.S.C.T., ou à défaut, les délégués du personnel, ou un représentant du personnel sur chantier, doivent consulter pour avis le P.P.S.P.S. Leurs mentions doivent être portées sur le document.

f) Un exemplaire à jour du P.P.S.P.S. doit être tenu en permanence sur le chantier, annexé par l'entreprise au Recueil Chantier mis en place par le coordonnateur